

**REGROUPEMENT MAMIT  
INNUAT INC.**

**ÉTATS FINANCIERS  
DE LA PÉRIODE TERMINÉE  
AU 31 MARS 2019**



**L'homme est la mesure  
de toute chose.**

[pcaservices.ca](http://pcaservices.ca)

# **REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.**

## **ÉTATS FINANCIERS DE LA PÉRIODE TERMINÉE AU 31 MARS 2019**

### **TABLE DES MATIÈRES**

	<u>PAGE</u>
<b>PARTIE I – INFORMATIONS À DIFFUSER SUR INTERNET</b>	
DÉCLARATION DE LA DIRECTION SUR LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS	1
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	2 - 7
<b>ÉTATS FINANCIERS</b>	
ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ	8 - 9
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	10
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	11
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	12
ÉTAT DES RÉSULTATS ET SOLDES DES FONDOS	13 - 15
NOTES COMPLÉMENTAIRES	16 – 26
<b>PARTIE II – INFORMATIONS NON PUBLIÉES SUR INTERNET</b>	
RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN DU PROFESSIONNEL EN EXERCICE INDÉPENDANT SUR LES TABLEAUX DES PRODUITS ET DES CHARGES	28 – 29
TABLEAUX DES PRODUITS ET DES CHARGES	30 – 62
RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN DU PROFESSIONNEL EN EXERCICE INDÉPENDANT SUR LE TABLEAU DE RÉMUNÉRATIONS ET DÉPENSES DES DIRIGEANTS NON ÉLUS	63-64
RÉMUNÉRATION ET DÉPENSES DES DIRIGEANTS	65



## DÉCLARATION DE LA DIRECTION SUR LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints, au **31 mars 2019**, du **REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.** sont sous la responsabilité de la direction et ont été approuvés par les membres du conseil d'administration.

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Normes comptables canadiennes du secteur public. Ils comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations de la direction qui est également responsable de l'intégrité et de l'objectivité de ces états et de mettre en place et de maintenir un système de contrôles internes afin de fournir une assurance raisonnable qu'une information financière fiable est produite.

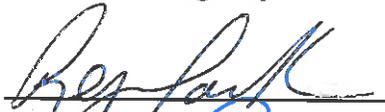
Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard des rapports financiers et des contrôles internes et est responsable ultimement de l'examen et de l'approbation des états financiers.

Le conseil d'administration assume la responsabilité à l'égard de ces états financiers par l'entremise d'une décision du conseil d'administration, le quorum ayant été atteint. Il a rencontré les auditeurs pour s'assurer que les contrôles internes sont adéquats et examiné les états financiers ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant.

Les auditeurs externes, PCA Services Corporatifs inc., effectuent un audit indépendant, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et expriment leur opinion sur les états financiers. Les auditeurs ont pleinement et librement accès à la direction financière du **REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.** et les rencontrent lorsque nécessaires.

Les membres du conseil d'administration ont examiné les états financiers audités avec les auditeurs externes avant de faire des recommandations quant à la présentation de ces documents aux membres.

Au nom du Regroupement Mamit Innuat inc. :

 , nom, titre

 , nom, titre

31 juillet 2019

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de :

➤ **Regroupement Mamit Innuat inc.**

### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers du **Regroupement Mamit Innuat inc.** qui comprennent l'état de la situation financière au **31 mars 2019**, les états des résultats et excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la période terminée à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du **Regroupement Mamit Innuat inc.** au **31 mars 2019**, ainsi que de l'état des résultats de son exploitation et excédent cumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour la période terminée à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces Normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » du présent rapport. Nous sommes indépendants du regroupement conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Observations - Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le **Regroupement Mamit Innuat inc.** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont présentées conformément au modèle prescrit par SAC et visent à permettre à **Regroupement Mamit Innuat inc.** de se conformer aux exigences mentionnées dans le Manuel des rapports de clôture de période pour les premières nations. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à **Regroupement Mamit Innuat inc.** et à Services aux Autochtones Canada (SAC) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que le **Regroupement Mamit Innuat inc.** et SAC.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

### ***Autres points***

Les chiffres du budget, présentés aux fins de comparaison, ne sont pas audités et, par conséquent nous n'exprimons pas d'opinion sur ces données.

### ***Questions clés de l'audit***

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

### ***Utilisation des fonds attribués par SAC et Santé Canada***

Le regroupement en vertu des ententes signées avec les représentants du gouvernement fédéral reçoit plusieurs types de contributions pour assurer son fonctionnement et rendre ses services aux conseils de bandes membres. Ces ententes détaillent les objectifs des différents programmes administrés et stipulent la façon dont les sommes doivent être utilisées. De plus, lors de l'analyse finale par le comité de révision, des sommes peuvent être remboursées au regroupement ou récupérées par le gouvernement. Finalement, il s'agit de la principale source de revenus du regroupement.

Nous avons traité cette question en planifiant notre audit par des demandes d'information, des procédures analytiques et l'examen de la documentation et les contrôles internes en lien avec la planification budgétaire et financière du regroupement. Pour répondre adéquatement aux risques, nous avons procédé à des tests de sondage sur les charges, les écritures de reclassement et de journaux, à l'examen des documents et des contrôles internes entourant les postes de charges. De plus, nous avons procédé à une mission d'examen en bonne et due forme sur les tableaux des produits et des charges (voir partie II du rapport financier).

En outre, nous avons aussi effectué des procédures d'audit sur les principales charges d'exploitation soit les salaires et avantages sociaux, les frais de subsistance, le transport et les frais de déplacement, les honoraires professionnels, l'hébergement, repas et coupons repas, la publicité, commandites et abonnements, les frais de gestion et les placements en famille d'accueil et en institution (voir question clé ci-dessous).

Nous avons aussi effectué des procédures d'audit sur les créditeurs, déficits admissibles (surplus récupérables), les fonds inutilisés et les salaires et déductions à la source à payer (voir question clé ci-dessous). Finalement, tout au long de l'audit nous avons utilisé notre jugement professionnel et notre esprit critique afin de s'assurer que l'utilisation des fonds demeure raisonnable et appropriée.

Les informations fournies par le regroupement sur l'utilisations des fonds se trouvent à la partie II du rapport financier.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

### ***Audit des charges d'exploitation***

Selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, les charges y compris les pertes, sont les diminutions des ressources économiques, sous forme de diminution d'actifs ou de constitution de passifs, qui découlent des activités et des opérations de la période, ainsi que des événements survenus au cours de celui-ci. Les principales charges d'exploitation du regroupement sont les suivantes : les salaires et avantages sociaux, les frais de subsistance, le transport et les frais de déplacements, les honoraires professionnels, l'hébergement, les frais de repas et de coupons repas, la publicité, les commandites et abonnements, les frais de gestion et les placements en famille d'accueil et en institution.

Nous avons traité cette question en planifiant notre audit par des demandes d'information, des procédures analytiques et l'examen de la documentation sous-tendant la comptabilisation desdites charges. Nous avons procédé à des tests de sondage, à l'examen des politiques de gestion de la rémunération, en matière de gestion financière et des ressources humaines et des contrôles internes entourant les processus de comptabilisation des charges.

Le détail des charges d'exploitation par objet est présenté dans le sommaire des charges par objet à l'état des résultats.

### ***Audit des déficits admissibles (surplus récupérables), crédateurs, fonds inutilisés et salaires et déductions à la source à payer***

Selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, les passifs sont des obligations actuelles d'un gouvernement envers des tiers, qui résultent d'opérations ou d'événements passés et dont le règlement prévu donnera lieu à une sortie future de ressources représentatives d'avantages économiques.

Les déficits admissibles (surplus récupérables) sont les sommes que le gouvernement fédéral rembourse au regroupement lorsque ces contributions sont reconnues et inférieures au coût d'un programme. Les surplus récupérables sont les sommes inutilisées qui sont récupérées auprès du regroupement. Les fonds inutilisés sont des contributions fixes inutilisées pour les programmes de SAC qui courent sur plusieurs périodes. Les crédateurs et les salaires et déductions à la source sont des obligations que le regroupement devra assumer à court terme. Ces derniers sont importants, car ils influencent sur le calcul des déficits admissibles (surplus récupérables) et des fonds inutilisés. Le gouvernement attribue une grande importance aux déficits admissibles (surplus récupérables) et aux fonds inutilisés, car ils reflètent les soldes que le regroupement lui doit.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

Nous avons traité cette question en planifiant notre audit par des demandes d'information, des procédures analytiques et l'examen de la documentation sous-tendant les postes de passif. Nous avons procédé à des tests de sondage sur les encaissements et les écritures de reclassement et de journaux, des contrôles internes entourant les processus de comptabilisation des charges, des salaires et des comptes payables.

Le détail des déficits admissibles (surplus récupérables), créditeurs, fonds inutilisés et salaires et déductions à la source à payer est présenté à l'état de la situation financière.

### ***Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers***

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

### ***Responsabilités de l'auditeur à l'égard des états financiers***

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière de l'entité et des activités de l'entité pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de l'entité, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

La personne responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Paul Côté, CPA auditeur, CA.

**PCA SERVICES CORPORATIFS INC.**



Par : Paul Côté, CPA auditeur, CA

Sept-Îles (Québec)  
Le 31 juillet 2019

## État des résultats et excédent cumulé de la période terminée au 31 mars 2019

	Budget 2019 *	2019	2018
<b>Produits</b>			
<b>SAC</b>			
Contribution préétablie	3 193 087 \$	50 000 \$	4 466 909 \$
Contribution souple	2 791 722	3 429 943	75 062
Contribution fixe	3 342 041	7 617 102	6 119 105
Produits reportés	-	-	-
Réinvestissements nets - Fonds non utilisés	475 073	582 530	80 769
Fonds de contingence	-	-	-
Déficits admissibles (surplus récupérables)	692 315	1 810 271	81 113
	<u>10 494 238</u>	<u>13 489 846</u>	<u>10 822 958</u>
<b>Santé Canada</b>			
Contribution préétablie	3 135 000	3 417 227	3 332 368
Déficits admissibles (surplus récupérables)	273 385	(17 579)	3 612
<b>SCHL</b>	-	56 166	20 718
Centre de Santé St-Jean-Eudes	43 377	27 947	36 112
Administration et gestion	567 325	582 508	558 909
Intérêts	20 000	92 410	65 061
Perte sur disposition	-	(7 205)	-
Autres	128 206	600 447	779 192
	<u>4 167 293</u>	<u>4 751 921</u>	<u>4 795 972</u>
	<u>14 661 531</u>	<u>18 241 767</u>	<u>15 618 930</u>
<b>Charges</b>			
Salaires et avantages sociaux	4 966 150	4 689 356	3 971 474
Frais de subsistance	2 345 000	2 579 114	2 324 211
Projet Développement Social	32 500	50 676	58 351
Transport et frais de déplacement	760 958	1 094 918	1 080 898
Télécommunications	106 560	88 774	83 228
Matériel et fournitures	145 000	211 469	250 948
Frais funéraires	-	29 975	31 495
Matériel scolaire	-	-	480
Incendie	-	-	-
Frais de scolarité	-	-	-
Messagerie	22 200	11 282	10 285
	<u>8 378 368 \$</u>	<u>8 755 564 \$</u>	<u>7 811 370 \$</u>
À reporter	<u>8 378 368 \$</u>	<u>8 755 564 \$</u>	<u>7 811 370 \$</u>

\*Les chiffres de la colonne budget ne sont pas audités.

**État des résultats et excédent cumulé (suite)  
de la période terminée au 31 mars 2019**

	Budget 2019*	2019	2018
<b>Charges (suite)</b>			
Reporté	8 378 368 \$	8 755 564 \$	7 811 370 \$
Frais de location	29 650	-	-
Loyer	351 070	326 145	336 471
Assurances	13 250	10 015	10 015
Honoraires professionnels	365 900	851 838	922 266
Dépenses de véhicule	122 750	112 450	89 024
Stationnement	19 000	9 657	16 484
Achats d'équipement	-	-	-
Hébergement	995 000	862 033	934 736
Intérêts, pénalités et frais bancaires	-	238	(3 717)
Repas et coupons repas	995 000	938 985	923 251
Publicité, commandites et abonnements	67 600	524 267	506 583
Frais de gestion	507 911	582 507	558 909
Taxi	52 500	28 237	45 952
Amortissement des immobilisations	48 905	48 905	30 882
Formation et perfectionnement	76 718	30 502	49 095
Recrutement	62 500	100 985	76 420
Placements Famille Accueil et Institution	2 455 000	4 078 163	2 416 313
Entente C.I.S.S.C.N.	362 689	392 514	362 068
Divers	45 000	25 493	19 804
	<u>14 948 811</u>	<u>17 678 498</u>	<u>15 105 926</u>
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	<u>(287 280) \$</u>	<u>563 269 \$</u>	<u>513 004 \$</u>
<b>Excédent cumulé au début de la période</b>	-	6 289 100 \$	5 773 296 \$
Ajustement à l'excédent cumulé	-	-	2 800
<b>Excédent cumulé à la fin de la période</b>	<u>(287 280) \$</u>	<u>6 852 369 \$</u>	<u>6 289 100 \$</u>

\*Les chiffres de la colonne budget ne sont pas audités.

**État de la variation des actifs financiers nets  
de la période terminée au 31 mars 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	563 269 \$	513 004 \$
<b>Ajustement à l'excédent cumulé</b>	-	-
	<u>563 269</u>	<u>513 004</u>
<b>Variation des immobilisations</b>		
Acquisitions	(94 311)	-
Produit de disposition	-	-
Perte sur disposition	7 209	-
Amortissement des immobilisations	48 905	30 882
	<u>(38 197)</u>	<u>30 882</u>
<b>Variation des autres actifs non financiers</b>	<u>(15 812)</u>	-
<b>Variation des actifs financiers nets</b>	<u>509 260</u>	<u>543 886</u>
<b>Actifs financiers nets au début de la période</b>	<u>6 180 901</u>	<u>5 637 015</u>
<b>Actifs financiers nets à la fin de la période</b>	<u><u>6 690 161 \$</u></u>	<u><u>6 180 901 \$</u></u>

**État de la situation financière  
au 31 mars 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b><u>ACTIFS FINANCIERS</u></b>		
Encaisse	431 631 \$	1 140 431 \$
Placements (note 3)	5 650 000	7 150 000
Débiteurs - SAC (note 4)	4 010 038	1 358 560
Débiteurs - Autres (note 5)	1 120 699	1 249 950
À recevoir du secrétariat aux affaires autochtones (note 8)	-	5 626
	<u>11 212 368</u>	<u>10 904 567</u>
 <b><u>PASSIFS FINANCIERS</u></b>		
Créditeurs	1 912 172	1 554 366
Fonds inutilisés	1 204 477	1 929 292
Salaires et déductions à la source à payer	767 136	720 065
Dus aux Conseils de Bandes membres (note 6)	638 422	514 317
Dette à long terme (note 8)	-	5 626
	<u>4 522 207</u>	<u>4 723 666</u>
 <b><u>ACTIFS FINANCIERS NETS</u></b>	 <u>6 690 161</u>	 <u>6 180 901</u>
 <b><u>ACTIFS NON FINANCIERS</u></b>		
Immobilisations corporelles (note 9)	146 396	108 199
Frais payés d'avance	15 812	-
	<u>162 208</u>	<u>108 199</u>
 <b><u>EXCÉDENT CUMULÉ</u></b>	 <u>6 852 369 \$</u>	 <u>6 289 100 \$</u>

Obligations contractuelles (note 10)

AU NOM DU CONSEIL :

 \_\_\_\_\_, administrateur

 \_\_\_\_\_, administrateur

**État des flux de trésorerie  
de la période terminée au 31 mars 2019**

	2019	2018
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent des produits sur les charges	563 269 \$	513 004 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Gain (Perte) sur disposition	7 209	-
Amortissement des immobilisations	48 905	30 882
Réserve de remplacement	-	-
	<u>56 114</u>	<u>30 882</u>
Variation nette des éléments hors trésorerie (note 12)	<u>(2 852 351)</u>	<u>1 602 461</u>
	<u>(2 232 968)</u>	<u>2 146 347</u>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations	(94 311)	-
Cession d'immobilisations	-	-
Variation des placements	1 500 000	(2 500 000)
Variation des avances aux Conseils de Bandes membres	-	-
	<u>1 405 689</u>	<u>(2 500 000)</u>
<b>Activités de financement</b>		
Variation des dus aux Conseils de Bandes membres	124 105	72 154
Dette à long terme	(5 626)	(170 770)
Ajustement des surplus récupérables	-	-
	<u>118 479</u>	<u>(98 616)</u>
<b>Variation de la Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<u>(708 800)</u>	<u>(452 269)</u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>	<u>1 140 431</u>	<u>1 592 700</u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<u>431 631 \$</u>	<u>1 140 431 \$</u>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.



**État des résultats et soldes des fonds  
Période terminée le 31 mars 2019**

	Produits SAC	Produits Santé-Canada	Produits Autres	Transfert (à) de	Produits cumulés	Charges cumulées	Excédent (insuffisance) courant	Solde (déficit) 2018	Ajustement au surplus	Solde (déficit) 2019
<b>CONTRIBUTION PRÉÉTABLIE</b>										
Aide sociale										
Aide sociale - Besoins fondamentaux (43)								(68 212) \$		(68 212) \$
Aide sociale - Emploi et formation (44)								(46 721)		(46 721)
Aide sociale - Besoins particuliers (45)								(10 633)		(10 633)
Aide sociale - prestation améliorée de services (30)										
Services d'aide à l'enfance et aux familles (46)										
Soins aux adultes (48)								19 994		19 994
Soins aux adultes (49)	23 499				23 499	23 499				
Soins aux adultes (50)										
	<b>23 499</b>				<b>23 499</b>	<b>23 499</b>		<b>(105 572)</b>		<b>(105 572)</b>
<b>Immobilisations et entretiens</b>										
Prestation de services - Immobilisations communautaires (36)										
Formation - Autres activités (52)		151 233			151 233	151 233		28 186		28 186
Formateurs - itinérants (51)		<b>151 233</b>			<b>151 233</b>	<b>151 233</b>		<b>28 186</b>		<b>28 186</b>
	<b>23 499</b>	<b>151 233</b>			<b>174 732</b>	<b>174 732</b>		<b>(77 376)</b>		<b>(77 376)</b>
<b>Soutien aux gouvernements indiens</b>										
Unités consultatives - Projet unit (39)										
Perfectionnement en gestion des indiens et inuits (38)										
Régimes d'avantages sociaux des employés (54)								12 886		12 886
								<b>12 886</b>		<b>12 886</b>
	<b>23 499</b>	<b>151 233</b>			<b>174 732</b>	<b>174 732</b>		<b>(64 480)</b>		<b>(64 480)</b>
<b>Total - Contribution préétablie</b>	<b>23 499</b>	<b>151 233</b>			<b>174 732</b>	<b>174 732</b>		<b>(64 480)</b>		<b>(64 480)</b>
<b>CONTRIBUTION SOUPLE</b>										
Aide sociale - Besoins fondamentaux (43)	2 579 114 \$				2 579 114 \$	2 579 114 \$				
Aide sociale - Emploi et formation (44)	50 676				50 676	50 676				
Aide sociale - Besoins particuliers (45)	29 975				29 975	29 975				
Aide sociale - Projet pilote de réinsertion sociale (31)	100 503				100 503	100 503				
Soins aux adultes (48)	500 000				500 000	500 000				
Soins aux adultes (50)	94 774				94 774	94 774				
Prestation de services - Immobilisation communautaire (36)										
	<b>3 355 042</b>				<b>3 355 042</b>	<b>3 355 042</b>				
	<b>3 355 042</b>				<b>3 355 042</b>	<b>3 355 042</b>				
<b>Total - Contribution souple</b>	<b>3 355 042</b>				<b>3 355 042</b>	<b>3 355 042</b>				
<b>TOTAL - PROGRAMME SAC</b>	<b>13 489 846 \$</b>	<b>167 227 \$</b>	<b>1 331 531 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>15 008 604 \$</b>	<b>14 483 536 \$</b>	<b>535 068 \$</b>	<b>5 237 434 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>5 762 502 \$</b>

**État des résultats et soldes des fonds  
Période terminée le 31 mars 2019**

	Produits SAC	Produits Santé-Canada	Produits Autres	Transfert (à) de	Produits cumulés	Charges cumulées	Excédent (insuffisance) courant	Solde (déficit) 2018	Ajustement au surplus	Solde (déficit) 2019
<b>AUTRES FINANCEMENTS</b>										
Formateurs - Autres activités (51)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	440 239 \$	- \$	440 239 \$
Formation - Autres activités (52)	-	-	235 597	-	235 597	235 597	-	-	-	-
Interprète - Havre St-Pierre (55)	-	-	27 947	-	27 947	27 947	-	15 921	-	15 921
Services aux patients - Montréal (56)	-	585 626	-	-	585 626	585 626	-	-	-	-
Services aux patients - Québec (57)	-	1 198 799	-	-	1 198 799	1 198 799	-	-	-	-
Services aux patients - Sept-Îles (58)	-	1 427 986	-	-	1 427 986	1 427 986	-	-	-	-
Anciennes activités (Projets)	-	-	-	-	-	-	-	487 305	-	487 305
	-	<b>3 212 421</b>	<b>263 544</b>	-	<b>3 475 965</b>	<b>3 475 965</b>	-	<b>943 465</b>	-	<b>943 465</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES RÉSULTATS POUR SAC</b>	<b>13 489 846 \$</b>	<b>3 399 648 \$</b>	<b>1 595 075 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 484 569 \$</b>	<b>17 959 501 \$</b>	<b>525 068 \$</b>	<b>6 180 899 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>6 705 967 \$</b>
Acquisitions d'immobilisations inscrites à la dépense	-	-	-	-	-	(94 311) \$	94 311 \$	441 534 \$	-	535 845 \$
Amortissement des immobilisations	-	-	-	-	-	48 905	(48 905)	(995 323)	-	(444 228)
Utilisation de la réserve de remplacement	-	-	-	-	-	-	-	115 245	-	115 245
Vente d'immobilisation	-	-	-	-	-	-	-	(13 811)	-	(13 811)
Perte sur disposition d'immobilisations	-	-	-	-	-	7 205	(7 205)	(39 444)	-	(46 649)
	-	-	-	-	-	<b>(38 201)</b>	<b>38 201</b>	<b>108 201</b>	<b>-</b>	<b>146 402</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>13 489 846 \$</b>	<b>3 399 648 \$</b>	<b>1 595 075 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 484 569 \$</b>	<b>17 921 300 \$</b>	<b>563 269 \$</b>	<b>6 289 100 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>6 852 369 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2019

### NOTE 1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le regroupement, constitué en vertu de la partie II de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est un conseil tribal et a été créé dans le but de promouvoir et réaliser l'avancement social, culturel et économique des communautés montagnaises de la Basse-Côte-Nord. Il doit également élaborer, concrétiser, gérer, entretenir et améliorer les moyens de subvenir aux besoins et aux intérêts particuliers et généraux des communautés montagnaises de la Basse-Côte-Nord.

### NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Ces états financiers ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public et selon les exigences du Manuel des rapports de clôture d'exercice de Services aux Autochtones Canada (SAC) et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

#### Révision par SAC et Santé Canada

Les états financiers seront examinés par les représentants des SAC et de Santé Canada et suite à ces révisions, certains postes pourraient être modifiés plus particulièrement l'excédent accumulé et les débiteurs de SAC et de Santé Canada.

#### Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatées au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les principales estimations portent sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la dépréciation des actifs financiers.

#### Instruments financiers

##### *Évaluation initiale et ultérieure*

Le regroupement évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse, des placements, des débiteurs et des montants à recevoir du secrétariat aux affaires autochtones.

## Notes complémentaires au 31 mars 2019

### NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des créditeurs, des fonds inutilisés, des salaires et déductions à la source à payer, des dus aux Conseils de Bandes membres et de la dette à long terme.

#### *Coûts de transaction*

Le regroupement comptabilise ses coûts de transaction dans les résultats de la période où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

#### *Dépréciation*

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, le regroupement détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si le regroupement détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

#### Placements

Les placements correspondent à des actifs financiers évalués à la juste valeur.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations et selon la méthode du solde dégressif aux taux suivants :

DESCRIPTION	TAUX
Matériel de bureau	20%
Matériel informatique	30%
Matériel roulant	30%
Bâtiment	10%

## Notes complémentaires au 31 mars 2019

### NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### Comptabilisation des produits

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent. Tous les revenus sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf si les montants comptabilisés ne peuvent être déterminés avec un degré de certitude raisonnable ou s'il est impossible de les estimer.

Les paiements de transfert sont considérés comme des revenus lorsque le transfert est autorisé et que les éventuels critères d'admissibilité sont respectés, sauf dans le cas où les stipulations du transfert donnent lieu à une obligation qui correspond à la définition d'un passif. Les revenus de transfert sont constatés dans l'état des résultats si les passifs sont réglés.

Les contributions provenant d'autres sources sont reportées quand on impose des restrictions à leur utilisation par le contributeur, et sont considérées comme des revenus lorsqu'elles sont utilisées aux fins prévues.

Les revenus de placement sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés à mesure qu'ils sont gagnés.

#### Fonds inutilisés

Les fonds inutilisés représentent les montants non dépensés relativement au financement provenant des SAC et de Santé Canada à titre de contribution fixe et/ou globale. Ceux-ci sont présentés à titre de passifs.

#### Avantages sociaux futurs

Le regroupement offre aux employés admissibles l'adhésion au Régime des Bénéfices Autochtones (le RBA) qui est un régime interentreprises de retraite à prestations définies. Ce régime est comptabilisé comme un régime à cotisations définies puisque le regroupement ne dispose pas de suffisamment d'informations pour se conformer aux normes relatives aux régimes à prestations déterminées et la charge du regroupement correspond à la contribution requise pour la période. Au 31 décembre 2017, le régime était capitalisé à 109 % (109 %, en 2016).

### NOTE 3. PLACEMENTS

	2019	2018
Dépôts à terme, au taux de 1,65 %, échéant en mars 2020	200 000 \$	200 000 \$
Comptes d'épargne à intérêts élevés	5 450 000	6 950 000
	<b>5 650 000 \$</b>	<b>7 150 000 \$</b>

**Notes complémentaires  
au 31 mars 2019**

**NOTE 4. DÉBITEURS - SAC**

	2019	2018
30750- Aide sociale- Besoins fondamentaux	331 603 \$	- \$
30770- Aide sociale- Emploi et formations	7 779	-
30900- Aide sociale- Besoins spéciaux	6 012	-
30951 Aide sociale - Fonctionnement	208 794	28 738
31200 Service d'aide à l'enfance et aux familles - Maintien des services	-	-
31210 Service d'aide à l'enfance et aux familles - Maintien des services	-	-
31400 Service d'aide à l'enfance et aux familles - Prévention	610 450	610 450
31500 Service d'aide à l'enfance et aux familles - Fonctionnement	494 864	494 864
31600 Violence dans la famille	-	-
31650 Soins aux adultes	50 000	88 000
31660 Soins aux adultes - Établissements	5 000	-
31680 Soins aux adultes - Foyers	88 000	12 223
32100 Immobilisations communautaires	20 623	31 828
32160 Formation des opérateurs en eaux potables	23 561	10 000
32200 Formateurs itinérants	112 340	100 000
32250 GRTH & SREB	32 000	78 536
32400 Perfectionnement en gestion des indiens et inuits	3 711	-
32550 Régimes d'avantages sociaux des employés	11 510	11 309
Facturation et réclamations de voyage	-	-
À reporter	<b>2 006 247 \$</b>	<b>1 465 948 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2019

### NOTE 4. DÉBITEURS - SAC (SUITE)

#### SAC Déficits admissibles (surplus récupérables)

	2019	2018
Solde reporté	2 006 247 \$	1 465 948 \$
30750 Aide sociale - Serv. - Besoins fondamentaux	464 809	76 419
30770 Aide sociale - Service de base - Emploi et formation	(75 999)	(82 646)
30900 Aide sociale - Service de base - Besoins particuliers	(81 028)	(101 001)
30951 Aide sociale-Fonctionnement	(193 084)	(201 887)
31200 Aide à l'enfance Institution	1 032 068	(255 826)
31210 Aide à l'enfance Famille d'accueil	913 889	509 015
31650 Soins aux adultes	70 000	23 888
31660 Soins aux adultes Institutions	(23 926)	1 270
31680 Soins aux adultes Foyers	(72 218)	(10 103)
32150 Formation des opérateurs en eaux potables	-	-
32200 Formateurs itinérants eaux	-	-
32250 GRTH	-	-
32550 Régimes d'avantages sociaux des employés	(30 720)	(66 517)
	<b>2 003 791</b>	<b>(107 388)</b>
	<b>4 010 038 \$</b>	<b>1 358 560 \$</b>

### NOTE 5. DÉBITEURS - AUTRES

	2019	2018
Santé Canada	215 424 \$	195 424 \$
Santé Canada - Surplus récupérables	(299 478)	(281 899)
Centre de Santé St-Jean-Eudes (40100)	27 947	36 112
Conseil Montagnais de Schefferville	-	-
Conseil Montagnais de Natashquan	100 000	100 000
Mamuitun	1 931	-
SCHL	-	-
Cree Regional Authority	-	89 893
Autres organismes non liés	39 164	13 704
Taxes à la consommation (TPS et TVQ)	125 157	124 182
Société de Gestion Ekuanitshinnuat inc, encaissable par versements mensuels de 5 000\$, sans intérêts	915 000	975 000
Autres	(4 446)	(2 466)
	<b>1 120 699 \$</b>	<b>1 249 950 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2019

**NOTE 6. DUS AUX CONSEILS DE BANDES MEMBRES**

	2019	2018
Conseil des Innus de Ekuanitshit	338 398 \$	75 857 \$
Conseil des Montagnais de Pakua Shipi	173 160	283 392
Conseil des Montagnais de Unamen Shipu	126 864	155 068
	<b>638 422 \$</b>	<b>514 317 \$</b>

**NOTE 7. EMPRUNT BANCAIRE**

Les emprunts bancaires, d'un montant autorisé de 300 000 \$ et de 100 000 \$, portent intérêt au taux préférentiel, sont garanti par un dépôt à terme et renouvelable annuellement. À la fin de la période, les emprunts bancaires n'étaient pas utilisés.

**NOTE 8. DETTE À LONG TERME**

Dans le cadre d'une entente de financement d'immobilisations, une dette à long terme a été contractée par le regroupement et le produit a été remis aux conseils de bandes concernés. Un montant à recevoir équivalent à la dette contractée a été comptabilisé pour tenir compte de l'engagement du Secrétariat aux affaires autochtones relativement au remboursement du capital et des intérêts.

**Notes complémentaires**  
**au 31 mars 2019**

**NOTE 9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

au 31 mars 2019									
	Prix coûtant au début	Acquisition	Reclassement et disposition	Prix coûtant à la fin	Amortissement cumulé au début	Amortissement de la période	Disposition	Amortissement cumulé à la fin	Montant net
Matériel de bureau	52 125 \$	- \$	- \$	52 125 \$	46 297 \$	1 166 \$	- \$	47 463 \$	4 662 \$
Matériel informatique	14 530	-	-	14 530	9 795	1 420	-	11 215	3 315
Matériel roulant	180 025	94 312	21 018	253 319	127 900	41 768	13 808	155 860	97 459
Bâtiment	101 636	-	-	101 636	56 125	4 551	-	60 676	40 960
	<b>348 316 \$</b>	<b>94 312 \$</b>	<b>21 018 \$</b>	<b>421 610 \$</b>	<b>240 117 \$</b>	<b>48 905 \$</b>	<b>13 808 \$</b>	<b>275 214 \$</b>	<b>146 396 \$</b>

au 31 mars 2018									
	Prix coûtant au début	Acquisition	Reclassement et disposition	Prix coûtant à la fin	Amortissement cumulé au début	Amortissement de la période	Disposition	Amortissement cumulé à la fin	Montant net
Matériel de bureau	163 717 \$	- \$	111 592 \$	52 125 \$	156 432 \$	1 457 \$	111 592 \$	46 297 \$	5 828 \$
Matériel informatique	248 057	-	233 527	14 530	241 293	2 029	233 527	9 795	4 735
Matériel roulant	177 225	2 800	-	180 025	105 561	22 339	-	127 900	52 125
Bâtiment	101 636	-	-	101 636	51 068	5 057	-	56 125	45 511
	<b>690 635 \$</b>	<b>2 800 \$</b>	<b>345 119 \$</b>	<b>348 316 \$</b>	<b>554 354 \$</b>	<b>30 882 \$</b>	<b>345 119 \$</b>	<b>240 117 \$</b>	<b>108 199 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2019

### NOTE 10. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu de contrats de location-exploitation échéant entre avril 2019 et mars 2023, les loyers minimums futurs exigibles totalisent 417 849 \$ pour les cinq prochaines périodes et se répartissent comme suit :

2020	239 888 \$
2021	112 562
2022	61 817
2023	3 582
	417 849 \$

### NOTE 11. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Éléments à court terme :

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers présentés à court terme correspondent approximativement à leurs valeurs comptables en raison de leurs échéances rapprochées.

#### Dettes à long terme

La juste valeur de la dette à long terme comportant un taux d'intérêt variable est équivalente à la valeur comptable, puisque le taux fluctue en fonction du marché.

Les justes valeurs des dettes à long terme comportant des taux d'intérêts fixes se rapprochent de leur valeur comptable, étant donné que les taux d'intérêts contractés ne s'écartent pas de façon significative de ceux offerts sur le marché pour des emprunts comportant des conditions et échéances semblables.

### NOTE 12. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES – FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie reliés au fonctionnement se détaille de la façon suivante :

	2019	2018
Débiteurs - SAC	(2 651 478) \$	935 026 \$
Débiteurs - Autres	129 251	34 925
À recevoir du secrétariat aux affaires autochtones	5 626	170 770
Créditeurs	357 806	446 500
Fonds inutilisés	(724 815)	(80 769)
Salaires et déductions à la source à payer	47 071	96 009
Frais payés d'avance	(15 812)	-
	(2 852 351) \$	1 602 461 \$

### NOTE 13. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de la période 2018 ont été reclassés afin de rendre leur présentation comparable à celle de la période 2019.

## Notes complémentaires au 31 mars 2019

### NOTE 14. INFORMATION SECTORIELLE

Le Regroupement Mamit-Innuat inc offre une gamme de services à ses membres. Aux fins de présentation de rapports à la direction, les opérations et les activités sont organisées et présentées par secteurs. Pour chaque segment faisant l'objet d'un rapport distinct, les revenus et dépenses sectoriels représentent à la fois les montants directement attribuables au secteur et les montants alloués de façon raisonnable. La présentation sectorielle est fondée sur les conventions comptables exposées dans le résumé des principales conventions comptables figurant à la note 2. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Santé		Services sociaux	
	Budget 2019	Réel 2019	Budget 2019	Réel 2019
<b>Produits</b>				
Gouvernement fédéral - transferts de fonctionnement	3 408 385 \$	3 212 421 \$	8 675 402 \$	10 927 103 \$
Gouvernement provincial - transferts de fonctionnement	43 377	27 947	-	-
Activités économiques	-	-	-	-
Divers	-	-	250 000	469 934
<b>Total des produits</b>	<b>3 451 762</b>	<b>3 240 368</b>	<b>8 925 402</b>	<b>11 397 037</b>
<b>Charges</b>				
Salaires et avantages sociaux	867 700	806 405	2 434 550	2 347 740
Amortissement	-	41 670	-	4 854
Autres charges	2 584 062	2 392 293	6 543 945	8 670 220
<b>Total des charges</b>	<b>3 451 762</b>	<b>3 240 368</b>	<b>8 978 495</b>	<b>11 022 814</b>
<b>Excédent (déficit) de la période</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(53 093) \$</b>	<b>374 223 \$</b>
				<b>321 182 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2019

### NOTE 14. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Administration des bandes		Autres	
	Budget 2019	Réel 2019	Budget 2019	Réel 2018
<b>Produits</b>				
Gouvernement fédéral - transferts de fonctionnement	2 100 633 \$	2 806 136 \$	- \$	- \$
Gouvernement provincial - transferts de fonctionnement	-	-	-	-
Activités économiques	-	-	-	-
Divers	48 000	624 784	358 117	126 796
<b>Total des produits</b>	<b>2 148 633</b>	<b>3 430 920</b>	<b>358 117</b>	<b>126 796</b>
<b>Charges</b>				
Salaires et avantages sociaux	1 555 100	1 537 892	108 800	(2 681)
Amortissement	-	2 381	-	-
Autres charges	909 160	1 923 130	-	-
<b>Total des charges</b>	<b>2 464 260</b>	<b>3 463 403</b>	<b>108 800</b>	<b>(2 681)</b>
<b>Excédent (déficit) de la période</b>	<b>(315 627) \$</b>	<b>(32 483) \$</b>	<b>249 317 \$</b>	<b>126 796 \$</b>

**Notes complémentaires**  
**au 31 mars 2019**

**NOTE 14. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)**

	Totaux		
	Budget 2019	Réel 2019	Réel 2018
<b>Produits</b>			
Gouvernement fédéral - transferts de fonctionnement	14 184 420 \$	16 945 660 \$	14 179 656 \$
Gouvernement provincial - transferts de fonctionnement	43 377	27 947	36 112
Activités économiques	-	-	-
Divers	656 117	1 275 365	1 403 162
<b>Total des produits</b>	<b>14 883 914</b>	<b>18 248 972</b>	<b>15 618 930</b>
<b>Charges</b>			
Salaires et avantages sociaux	4 966 150	4 689 356	3 971 474
Amortissement	-	48 905	30 882
Autres charges	10 037 167	12 985 643	11 072 688
<b>Total des charges</b>	<b>15 003 317</b>	<b>17 723 904</b>	<b>15 075 044</b>
<b>Excédent (déficit) de la période</b>	<b>(119 403) \$</b>	<b>525 068 \$</b>	<b>543 886 \$</b>